

Brexit : Winter is coming

Après la Croatie, la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, sans oublier la présidentielle autrichienne, les élections régionales en France ou la mairie de Rome, la victoire du Brexit au Royaume-Uni est une nouvelle étape fondamentale dans la progression de l'Hiver populiste qui recouvre progressivement le projet humaniste de la génération de la résistance au fascisme.

Naturellement, ce Brexit se fonde pour partie sur le « souverainisme historique » britannique. Le Royaume-Uni n'a pas, comme les autres pays d'Europe, connu la dictature fasciste ou nazie, puis communiste. Il n'y a pas de cassure de son histoire démocratique et la garantie des libertés individuelles n'y est pas liée au projet européen. Or comme le soulignait Robert Schuman, il ne peut y avoir de projet commun sans la capacité de s'entendre sur une histoire commune.

Le Royaume-Uni n'a pas connu de cassure de son histoire démocratique

Ce souverainisme historique composait déjà le socle des 33 % d'opposants à l'Europe lors du référendum de 1975. Il a animé la position britannique entre « splendide isolement » et accès au Marché unique. D'où, par exemple, les vétos britanniques à des candidatures trop fédéralistes comme celle de Guy Verhofstadt à la présidence de la Commission européenne. La prise de parole de Boris Johnson résume ce pragmatisme : « *L'UE était une noble idée pour l'époque, mais elle n'est plus utile pour notre pays* ».

Il est également extraordinaire que tout au long de la campagne, la taille exacte de la contribution britannique ait fait l'objet de violents débats mais qu'aucun homme politique ne l'ait défendue dans son principe, en expliquant qu'une solidarité de la cinquième économie mondiale envers ses voisins européens n'était pas incongrue.

Mais à cette opposition historique à l'Europe s'est greffée avec l'UKIP une composante locale du nouveau populisme qui gangrène l'Europe. Plongeant ses racines dans la rupture des pactes sociaux de l'après-Guerre, il donne sa mesure depuis la crise de 2008. Introduite sur le sol européen il y a 35 ans par Margaret Thatcher, cette contre-révolution a produit l'implosion

des classes moyennes, érigées en rempart de la démocratie après 1945, et qui n'ont pas résisté à la mondialisation libérale.

A ce titre, il faut voir combien derrière les apparences Britannia était un Royaume Désuni. Géographiquement, ce « nouveau populisme » occupe tous les territoires victimes de l'égoïsme de Londres, devenue comme une île au sein de l'île. Le choc référendaire réveille d'un seul coup l'indépendantisme de l'Irlande du Nord, relance le séparatisme écossais et révèle une violente opposition entre la ville monde de Londres et les terres qui l'entourent.

Derrière les apparences, Britannia était un Royaume Désuni

La classe politique anglaise est profondément malade. Le discours mensonger et xénophobe des tenants du Brexit a été un choc. L'extraordinaire petitesse de David Cameron qui a tout risqué par pur opportunisme et certitude qu'il sortirait grandi d'un référendum positif lui permet de rejoindre la liste des grands fossoyeurs politiques de l'histoire. Le Labour n'en sort guère mieux, plus soucieux de se distinguer des conservateurs que de défendre l'avenir d'une jeune génération qui a voté, elle, massivement pour l'Europe.

Le manichéisme est reposant intellectuellement, mais rarement honnête. La troisième source du Brexit provient bien de l'incapacité de l'Union européenne à répondre aux attentes des citoyens et à l'échec de l'élite politique européenne. Si les premiers pas de la construction européenne ont été portés par une technocratie humaniste forgée dans la résistance au nazisme et globalement ouverte à une approche keynésienne de l'action publique, ce n'est manifestement plus le cas aujourd'hui. Une technocratie portée uniquement vers une obsession comptable au service du marché peut difficilement servir l'intérêt général. Le marché et le citoyen se croisent rarement...

Cette réduction du projet européen est en partie le fait du Royaume-Uni. Déterminé à n'y voir qu'un marché commun, il a négocié tous les éléments lui permettant de s'y limiter : rabais sur la contribution, rabais sur la monnaie, rabais sur le contrôle budgétaire, rabais sur les frontières, rabais sur les normes sociales, rabais sur les ambitions.

Il est nécessaire que les voies de sortie soient désormais dessinées rapidement, et les tergiversations de la classe politique anglaise à ce sujet sont odieuses si elle se résout à respecter ce vote techniquement non impératif. En laissant à son successeur eurosceptique la charge de notifier la sécession, David Cameron a également laissé le temps d'en illustrer les conséquences désastreuses et l'opinion britannique pourrait se montrer désormais moins empressée. Mais prenons garde ! S'il est une chose qu'il faudra bien reconnaître au Brexit, c'est qu'il s'agit d'un exercice de démocratie grandeur nature. On ne peut que s'inquiéter que nos dirigeants estiment qu'une réponse adéquate et honnête consiste à réunir six ministres des affaires étrangères et leurs conseillers derrière des portes closes quarante-huit heures après le désastre. Comment une démarche fondamentalement censitaire peut-elle déboucher sur des référendums heureux ? Une approche horizontale et participative ne

serait-elle pas plus conforme aux attentes des Européens d'aujourd'hui, et innovante comme surent l'être les fondateurs en 1950 ?

Il n'est pas certain que le successeur de Cameron respecte le référendum

Derrière la rigueur unanimement affichée aujourd'hui à l'égard du gouvernement britannique par les institutions nationales et européennes, on craint au contraire de discerner la volonté de faire un exemple pour bloquer toute contagion vers d'autres sorties.

Il ne faut pas être naïfs dans les négociations qui s'engagent avec une classe politique anglaise plus matoise que courageuse mais nous devons d'abord nous souvenir des valeurs qui portent l'Europe. Des centaines de milliers de Britanniques vivent sur notre sol, dans un cadre juridique et social sans certitude. Idem pour les nombreux Européens établis en Grande-Bretagne. Ils ont fait le choix de l'Europe et ne doivent être ni des victimes collatérales ni des pions de négociation.

Les Britanniques vivant en Europe ne doivent pas être des pions de négociation

Même imparfaite, l'Europe reste l'horizon des partisans de l'ouverture, de l'humanisme, de la solidarité. Si la droite dure et l'extrême droite ont fait de l'Europe leur principal bouc-émissaire, c'est bien que la cause mérite d'être défendue, comme le faisait simplement Jo Cox. N'espérons pas que la disparition du frein anglais permettra magiquement les avancées sociales et démocratiques nécessaires. En attendant des responsables politiques majoritairement à la hauteur de ces enjeux, c'est à la société civile de porter le fardeau.

Sauvons l'Europe est un mouvement pour une Europe progressiste, démocratique et solidaire, Nous nous engageons dans la construction d'une Europe à vocation sociale qui soit, dans le concert mondial, un espace de libertés et de développement humain et un acteur écologique.

www.sauvonsleurope.eu